



Meurthe et Moselle

Communiqué de presse :

Actualités Covid-19

**12 cas positifs depuis début décembre
au Centre des Finances Publiques
de Vandoeuvre, mais « Silence, ça tourne !!! ».
La CGT tire la sonnette d'alarme !!!**

Après avoir mûrement réfléchi, car nous craignons des représailles de notre Direction, nous, représentants de la CGT Finances 54 au CHS-CT, avons décidé d'informer la presse de la situation sanitaire au Centre des Finances Publiques de Vandoeuvre.

En effet, depuis début décembre, 12 agents de ce Centre (qui regroupe 3 services : le Service des Impôts des Particuliers (SIP), la Trésorerie et le Service des Impôts des Entreprises (SIE), tous situés dans le même bâtiment, situé 2 rue de Kehl) **ont été déclarés positifs à la Covid.**

Pourtant ce site reste ouvert au Public et les agents sont sommés par la Direction de s'y rendre pour travailler.

Rappel des faits :

Mardi 1er décembre 2020 à 17h16, le référent Covid de la DDFIP 54 informait les membres du CHS-CT 54 que **3 agents du SIP de Vandoeuvre étaient testés positifs à la Covid-19.**

A cet instant, 4 autres cas contact étaient identifiés par le médecin de prévention et en attente de tests. Compte-tenu de la situation, tous les agents du SIP avaient été invités à rentrer chez eux et à se faire tester.

Le Centre des Finances Publiques était fermé au public, mais les agents de la Trésorerie et du SIE devaient continuer à travailler sur place comme si de rien n'était.

Dès le lendemain matin, mercredi 2, les représentants du personnel sont intervenus au CHS-CT convoqué ce même jour pour connaître l'évolution de la situation.

Le médecin de prévention leur a indiqué qu'un 4ème cas s'était avéré positif au SIP et, qu'au vu de l'ampleur de la contamination (cluster?), cela dépassait ses compétences et estimait qu'il fallait prendre l'attache de l'Agence Régionale de Santé (ARS).

M. SAUVAGE, Président du CHS-CT par intérim a donc indiqué que l'ARS serait contactée ... dans l'après-midi, après le CHS-CT.

Comme si cela n'était absolument pas urgent et que personne d'autre que lui à la Direction ne pouvait appeler l'ARS...

Devant l'insistance des représentants du personnel, le Président par intérim a donc demandé à un membre de l'Administration (M. WILLER) de prendre contact avec l'ARS.

A la reprise des travaux du CHS-CT, M. SAUVAGE a apporté les éléments suivants : « au vu de la situation décrite par M. WILLER à l'ARS, celle-ci n'estime pas nécessaire de fermer immédiatement tout le site. Mais elle attend des éléments plus précis pour se positionner plus clairement ».

Le jeudi 3 décembre, à 11h46, la Direction nous informait que tous les agents du SIP étaient mis à l'isolement.

Mais suite aux informations communiquées par la Direction à l'ARS, aucune mesure n'était proposée pour les autres agents du Centre.

Le vendredi 4 décembre, à 17h35, la Direction nous apprenait que **7 cas POSITIFS** étaient révélés au SIP.

Toujours selon la Direction, cela n'a « aucun impact sur les autres services. »

Le lundi 7 décembre à 17h25, la Direction faisait état de 3 cas contact à la Trésorerie. Dans le même temps, certains agents du SIP devaient réintégrer les locaux. Et l'on nous informe que l'ARS n'a pas étendue son analyse au SIE (pourtant situé dans les mêmes locaux).

Le mardi 8 décembre à 18h21, 3 cas POSITIFS et 5 cas contact sont déclarés à la Trésorerie. L'accueil du SIP au public rouvre le lendemain.

Le lundi 14 décembre, 1 cas POSITIF et 7 cas contact sont déclarés au SIE cette fois.

Le mercredi 16 décembre, 1 NOUVEAU CAS POSITIF et 3 cas à risque sont déclarés au SIP. Il ne reste à cette instant que 2 agents dans le SIP.

Pourtant la Direction ordonne le maintien de l'ouverture au public car ... il y a un vigile qui permet de canaliser le flux des usagers.

Les représentants de la CGT sont donc à nouveau intervenus ce jeudi 17 décembre pour demander la fermeture immédiate de ce site aussi bien aux usagers qu'aux agents.

Réponse de M. GAUTIER, nouveau Directeur Départemental des Finances Publiques 54 : « hors de question pour le moment.

Nous ne fermerons le centre que si l'ARS nous le demande.

Sauf que ... depuis hier soir, nous n'arrivons pas à joindre les joindre. » (sic!).

Et ce dernier rajoute que si des agents avaient fait des tests qui s'étaient révélés négatifs, ils devraient rejoindre leur poste mais avec l'accord du médecin de prévention.

Renseignement pris auprès de ces agents : ils n'ont pas eu l'accord du médecin de prévention. On leur a dit de revenir illico au travail. Rien à discuter.

Ainsi, quoi qu'il en coûte, la Direction Départementale des Finances Publiques de Meurthe et Moselle maintient un site au sein duquel s'est développé un cluster (12 cas positifs entre le 1er et le 16 décembre) ouvert au public avec tous les risques que cela comporte, sinon sanitaires (on va nous dire : « ne vous inquiétez pas, tout va bien, tout est désinfecté !!! »), a minima psychologiques, car la situation est très anxiogène.

La CGT Finances condamne fermement cette position d'assurer le service public « quoi qu'il en coûte ».

Assurer le Service Public oui, mais certainement pas en mettant la santé des usagers ni celle des agents en jeu.

**Pour la CGT, une seule préoccupation : la situation sanitaire.
Un seul mot d'ordre : la protection de la population et des agents !!!**

Nancy, le 17 décembre 2020